

Dans ce numéro
Léon TROTSKY
Le tournant de l'Internationale
Communiste et la situation
en Allemagne

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

Rédacteur en chef : A. Rosmer.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS X.

Prix du numéro : 0 fr. 50

Il y a quelque chose de pire
que l'emprisonnement et la
déportation,
c'est la capitulation.
Ch. Rakovsky

DEVANT LA CRISE

Agitation vaine
ou travail fécond

« Le Congrès... a étudié le problème de
la crise industrielle qui se développe; il
a signalé les dangers menaçants de l'heure
présente et il a apporté un programme
concret de défensive et d'offensive prolé-
tariennes... Il a souligné fortement la dé-
pression que subit l'industrie du pays...
il a dénoncé l'offensive vigoureuse men-
cée contre la loi de huit heures par le
patronat organisé alors que de tous côtés
déjà on parle chômage. »

Ces lignes sont-elles prises aujourd'hui,
dans l'humanité de fin 1930 ? Pas du
tout. Elles ont paru dans l'Humanité de
1926. Elles sont extraites d'un article signé
de la Direction du parti et intitulé : « De-
vant la crise... ». Elles nous sont tombées
sous les yeux par hasard, mais elles ne
sont pas isolées ni exceptionnelles. Si on
cherchait un peu on en trouverait certain-
nement beaucoup d'autres et de plus typi-
ques encore. Mais celles-ci suffisent pour
montrer que, sur la question de la crise,
la Direction du parti s'est constamment
trompée; comme elle s'est constamment
trompée, depuis 1924, sur toutes les ques-
tions qui se rapportent à l'appréciation
d'une situation donnée.

Pourquoi rappeler aujourd'hui ces er-
reurs passées? Mais parce que ces erreurs
n'étaient ni accidentelles ni fortuites, quel-
ques décousures d'un système, du régime
nouveau imposé à l'Internationale, qu'elles
ont eu des conséquences qui sont encore
tourdemont sur la classe ouvrière, et qu'il
faut établir que ces erreurs anciennes
soient simplement remplacées par d'au-
tres. Car la Direction du parti ni celle de
la C. G. T. U. ne reconnaissent qu'elles se
sont trompées. Devant les résultats désas-
treux, elles se bornent à parler de « mau-
vaise application » d'une politique juste.
Et elles triomphent bruyamment, affir-
mant que la crise — qui se développe
seulement maintenant — vient confirmer
leurs prévisions. Or si cette crise confirme
quelque chose ce ne sont pas du tout les
prévisions stalinienne mais celles que
l'Opposition de gauche a constamment for-
mées, et à propos de quoi elle a été dé-
noncée comme contre-révolutionnaire, dé-
fautiste et mencheviste.

Les prévisions stalinienne ont, depuis
1923, depuis la défaite de l'Octobre alle-
mand, régulièrement annoncé une période
révolutionnaire au moment où on venait
de laisser échapper une situation révo-
lutionnaire certaine, et elles se mesurent
non moins régulièrement à parler de sta-
bilité capitaliste lorsqu'une crise se soule-
venait ébranlant fortement cette stabilité
précaire. Comment une direction, même
stalinienne, peut-elle répéter toujours les
mêmes erreurs, ne tirer aucun profit de
ses expériences? Parce qu'elle s'imagine
que le communisme consiste à toujours à af-
firmer que la situation est toujours de
plus en plus révolutionnaire, à annoncer
régulièrement au moment où on venait
de laisser échapper une situation révo-
lutionnaire certaine, et elles se mesurent
non moins régulièrement à parler de sta-
bilité capitaliste lorsqu'une crise se soule-
venait ébranlant fortement cette stabilité
précaire. Comment une direction, même
stalinienne, peut-elle répéter toujours les
mêmes erreurs, ne tirer aucun profit de
ses expériences? Parce qu'elle s'imagine
que le communisme consiste à toujours à af-
firmer que la situation est toujours de
plus en plus révolutionnaire, à annoncer
régulièrement au moment où on venait
de laisser échapper une situation révo-
lutionnaire certaine, et elles se mesurent
non moins régulièrement à parler de sta-
bilité capitaliste lorsqu'une crise se soule-
venait ébranlant fortement cette stabilité
précaire.

Tous ceux qui luttent pour le redresse-
ment de la P. C. et de la C. G. T. U. ne lais-
seront pas s'envoler leur arme la plus
efficace. Nous nous adressons à tous les
communistes opposés, à tous les
syndicats de l'opposition unitaire, à tous
les travailleurs qui luttent à nos côtés pour
assurer l'existence et le développement de
la Vérité.

Recueillez les abonnements,
des souscriptions,
développez la vente du journal

« La crise économique, comme toutes choses
en ce monde, par l'effet des lois de la
dialectique, a des conséquences contradic-
toires. La politique mondiale est arrivée à
un tournant qui n'est pas, malheureusement,
celui de l'Internationale. Jamais on
n'avait tant parlé d'unions internationales,
de fédérations européennes et de fédéra-
tions de toutes sortes et aussi jamais on
n'avait tant parlé de guerre. La crise étant
mondiale, fait sentir aux Etats unifiés par
le marché mondial la réalité de l'interna-
tionalisation; et les lois de la concurrence
qui régissent sur ce même marché mondial
les précipitent les uns contre les autres et
exaspèrent les nationalismes.

Rien n'illustre mieux cet état de choses
que la Conférence balkanique qui vient de
se tenir sur l'initiative de la Grèce et de
réunir les représentants de la Roumanie,
de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Bul-
garie, de l'Albanie, et même de la Turquie.
La situation politique de la péninsule des
Balkans a donné lieu à une expression
qui est devenue typique — celle de Bal-
kanisation qui est devenue synonyme de
morcellement et de délimitation artificielle
des frontières nationales. Nulle part le na-
tionalisme n'a été plus exaspéré que dans
ces pays qui ont dû leur existence au dé-
membrement de l'Empire ottoman et aux
conséquences de la grande guerre. Et nulle
part l'unité nationale, chère aux idéologi-
es bourgeoises n'a été davantage un vain
mot. Ces pays n'ont ni unité ethnique, ni
unité religieuse, ni unité de frontières na-
turelles. Ils se rencontrent sur un point —
c'est qu'ils sont
sur tout des pays agricoles de technique
extrêmement arriérée et très désarmés
pour la concurrence sur le marché mon-
dial. Aussi la crise qui frappe plus puis-
samment qu'ailleurs, la frappe d'autant plus.

La situation paradoxale de la Péninsule
des Balkans est au fond le résultat, du
heur des grandes puissances impérialis-
tes. Leurs limites ont toujours été tracées
par la volonté des impérialismes, que
ce soit au XIX^e siècle où ils ont été le
champ clos de la rivalité des grandes puis-
sances, aux temps du démembrement de
l'Empire ottoman et du fameux « homme
malade », que ce soit après la grande guerre.
Ils n'ont jamais eu de politique auto-
nome et leurs frontières ont toujours été
mouvantes au gré des fluctuations des
grands impérialismes, de leurs avances et
de leurs reculs. Leurs limites ont été dic-
tées par la raison d'Etat impérialiste. C'est
ainsi qu'on a pu voir disparaître comme
par enchantement, après la grande guerre,
un petit Etat comme le Monténégro, pour-
tant aux côtés des vainqueurs.

Les impérialismes commandent

La conférence balkanique a mis sur pied
des projets fort beaux sur le papier :
union postale, union douanière, union ban-
caire, union des voies de communication.
Elle s'est heurtée à la pierre d'achoppement
des sillonnés extra-balkaniques. C'est
que la politique balkanique se décide en
dehors des Balkans. La Yougoslavie est
servie de la France, la Roumanie aussi, l'Al-
banie est servie de l'Italie, la Bulgarie
recherche, par un mariage princier, les chaînes
dortées de l'Italie, la Turquie qui fait
exception par son effort réel de nationali-
sation économique est liée diplomatique-
ment à l'U.R.S.S. Or la France n'a pas
de plus mortel ennemi que l'Italie, les
grands impérialismes n'ont pas de plus
mortel ennemi que l'U.R.S.S. Là-dessus se
greffent partout les fameux irrédentismes
macédoniens, soigneusement entretenus
par la politique de balkanisation des gran-
des puissances.

Ainsi l'unification balkanique qui répond
à un besoin économique très réel de
la péninsule, restera une utopie, par l'effet
des contradictions qui divisent les gran-
des puissances impérialistes qui dominent
de loin la politique de ces petits Etats.
Il est tout à fait absurde, comme le font
traditionnellement nombre de folkloristes
bourgeois, de parler avec angoisse des
Balkans brandon de discorde de l'Europe,
car ce brandon de discorde a été jeté par
la volonté des grands impérialismes euro-
péens eux-mêmes — tout à fait absurde de
relever la responsabilité des guerres euro-
péennes sur l'humeur belliqueuse des peuples
balkaniques aux costumes de couleurs
voyantes, tels les coqs en colère —
ce sont les grands impérialismes qui les
animent et les dressent les uns contre les
autres. Non moins absurde de croire que
la question balkanique peut se résoudre
par la volonté des Balkans eux-mêmes.

Toute tentative de politique autonome
rejetant la tutelle des grands impérialis-
mes aurait pour sanction immédiate la
suspension des crédits. Or nous sommes
à une époque où la crise aggrave dans ces
pays prend de plus en plus la forme d'une
famine de crédits, où ils sont de plus en
plus à la merci du capital financier.

La Conférence
balkanique
ne résoudra rien

La lutte de la fraction stalinienne en
U. R. S. S. contre l'opposition communiste
de gauche a pris des formes multiples qui
s'étendent et s'aggravent sans cesse. De
toutes ces formes, la répression physique
est la plus abominable. Staline en usa main-
tenant comme d'un argument courant. Il
va depuis la déportation, l'emprisonnement
jusqu'à la fusillade, c'est-à-dire à l'assas-
sinaat légal.

Sur les faits de répression et les exem-
ples qui les illustrent, les stalinien n'ont
rien dit de courage de faire la lumière.
Leurs crimes se voient de mensonges calom-
niaux, de provocations lâches. Les agents
de Staline en usent comme d'un argument
courant. Il va depuis la déportation, l'emprisonnement
jusqu'à la fusillade, c'est-à-dire à l'assas-
sinaat légal.

En même temps qu'il maintient Rakovsky
à Barnaoul, Staline a fait déplacer tous
les déportés qui se trouvaient dans des
centres plus ou moins proches de lui, afin
de l'isoler encore plus. Pas un déporté
n'est resté dans sa ancienne résidence.

Pour la défense de Rakovsky
et de l'Opposition russe

La lutte de la fraction stalinienne en
U. R. S. S. contre l'opposition communiste
de gauche a pris des formes multiples qui
s'étendent et s'aggravent sans cesse. De
toutes ces formes, la répression physique
est la plus abominable. Staline en usa main-
tenant comme d'un argument courant. Il
va depuis la déportation, l'emprisonnement
jusqu'à la fusillade, c'est-à-dire à l'assas-
sinaat légal.

En même temps qu'il maintient Rakovsky
à Barnaoul, Staline a fait déplacer tous
les déportés qui se trouvaient dans des
centres plus ou moins proches de lui, afin
de l'isoler encore plus. Pas un déporté
n'est resté dans sa ancienne résidence.

Atteint d'une maladie de cœur, dont les
crises se sont rapprochées ces temps der-
niers. Il faut dire que les conditions ma-
térielles de la vie de Rakovsky à Barnaoul
rendent l'hiver dangereux pour sa vie.

Après avoir subi cinq crises cardiaques
à intervalles rapprochés, Rakovsky a dé-
mandé à changer sa résidence. Cela lui a
été refusé, comme l'hiver dernier. Et quel
le raison Staline peut-il avoir de maintenir
Rakovsky à Barnaoul, sinon d'aggraver son
état physique? L'isolement de la vie poli-
tique peut tout aussi bien être obtenu au
Caucase ou dans toute autre région dont le
climat est plus favorable. Ce que Staline
veut, c'est la répression physique contre
l'opposition.

En même temps qu'il maintient Rakovsky
à Barnaoul, Staline a fait déplacer tous
les déportés qui se trouvaient dans des
centres plus ou moins proches de lui, afin
de l'isoler encore plus. Pas un déporté
n'est resté dans sa ancienne résidence.



A l'heure
actuelle,
l'Opposition
de gauche

Les massacres de l'Indochine
L'impérialisme collabore
avec la bourgeoisie
annamite

Longtemps la bourgeoisie intellectuelle
annamite s'est prosternée devant l'impé-
rialisme français pour lui offrir la colla-
boration. L'impérialisme français se sen-
taient bien en assiette, passait sous silence
cette supplication désespérée de la bour-
geoisie annamite. Ni la fameuse lettre de
Phan-Bô-Chân envoyée de Chine, ni la
campagne persévérante de Bui-Quang-
Chiêu dans sa Tribune Indochinoise, ni les
vœux des Pham-Thuc-Khang, le journaliste
tonkinois, des Huynh-Thuc-Khang, le journa-
liste annamite, des Nguyen-Phan-Long, le
journaliste cochinchinois, n'ont été pris en
considération par le colonialisme, qui ne
voyait pas la nécessité d'une collaboration,
du moment que sans celle-ci tout marchait
à merveille. Il a fallu que des bombes fus-
sent jetées à Yan-Bai, que des manifesta-
tions communistes parcourussent le pays
en entier, pour que l'impérialisme fran-
çais fût réveillé en sursaut. Le voilà qui,
à son tour recherche la collaboration an-
namite. Roubaud dans la Tribune Indochine,
en concédant son enquête sur l'Indochine,
a demandé une collaboration sans restric-
tion, ni réticence, mais prudente de la
bourgeoisie intellectuelle. Le Fol, résident
supérieur en Annam, dans son discours
d'ouverture de cette année de la Chambre
représentative en Annam, promet de ren-
dre au roi et à son père Khat-Dinh, ce que
le gouvernement colonial lui a dérobé
à la mort de son père Khat-Dinh, et fait
un appel retentissant à la collaboration des
Annamites et de ce royaume.

Les Annamites, plutôt la bourgeoisie in-
tellectuelle annamite ne demande
rien de mieux que de collaborer. Ce n'est pas
pour elle seulement un honneur, mais encore
le plus grand intérêt, son principe vital même.
Et sa première forme de collaboration
c'est de demander « que le gouvernement
se montre énergique et châtie sévèrement
ceux les communistes surtout, entend-elle,
qui veulent mettre ce pays à feu et à
sang (La Tribune Indochinoise, 22 septem-
bre 1930). Le vieux Huynh-Thuc-Khang,
passé pour révolutionnaire, qui avait fait
vingt ans de bagne, demande, lui aussi,
qu'on ramène « le calme qui doit (il) régner
à tout prix (il) entre les deux peuples, pour
leurs plus grands intérêts (intérêts) récipro-
ques » (Lettre de Huynh-Thuc-Khang
au gouverneur général, 25 sept. 1930).

Les carnages de l'impérialisme

Des centaines de morts déjà depuis le
mouvement de Yen-Bai, et la Tribune In-
dochinoise du 19 septembre annonce en-
core 67 tués et 51 blessés à Vinh, ces der-
niers temps, en ajoutant, pour rassurer
les gens, que toutefois le nombre des vic-
times ne dépasserait pas 140. Cette nou-
velle effroyable, le gouvernement français
ne la communique pas à la population.

Mais de Hatlin nous apprenons qu'il n'y
a pas moins de 150 tués par les fusillades
en règle, les bombardements d'avions. Il y
a plus de 1.500 blessés. Des régions en-
tières ont tenu tête aux attaques impé-
rialistes (région étrangère, garde mobile in-
dienne) durant près d'un mois. L'épura-
tion est une vaste campagne d'égorge-
ment des populations opprimées engagée
dans une lutte héroïque contre l'impé-
rialisme.

Proletaires français et prolétaires du
monde, dressés-vous aux côtés des oppri-
més indochinois!
Conscient de ses intérêts de classe, l'im-
périalisme français consent à collaborer
avec la bourgeoisie annamite. Vous, si vous
demeurez muets, le prolétariat anna-
mite serait exterminé par votre indiffé-
rence plutôt que par la férocité de l'im-
périalisme.

LA VÉRITÉ

LEONTROTSKY

Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

III.

OU EST L'ISSUE ?

Nous avons donné plus haut, sans aucune atténuation ni maquillage, l'analyse des difficultés et des dangers appartenant en entier à la sphère subjective de la politique, qui sont engendrés avant tout par les erreurs et les crimes des espions de la direction et qui menacent ouvertement de bouleverser la nouvelle situation révolutionnaire qui se développe à nos yeux. On les fonctionnaires fermeront les yeux devant notre analyse, ou ils rafraîchiront leur stock d'injures. Mais la question ne se pose pas pour des fonctionnaires perdus, elle se pose pour le sort du prolétariat allemand. Dans le parti et même dans son appareil, il se trouve pas mal d'hommes qui observent et réfléchissent, et que la situation aiguë contraindra demain à redécouvrir doublement. Nous leur adressons notre analyse et nos déductions.

Chaque situation critique contient en elle de grandes sources d'incertitude. Les états d'esprit, les points de vue et les forces ennemies et amies, se forment dans le processus de la crise. On ne peut pas prévoir mathématiquement l'issue. On doit les mesurer, dans le processus de la lutte, par la lutte et introduire d'après ces mesures vivantes les corrections nécessaires dans sa politique.

Peut-on mesurer par avance la force de résistance conservatrice des ouvriers social-démocrates? On ne le peut pas. A la lumière des événements des dernières années, cette force apparaît gigantesque. Mais l'essentiel consiste en ce que la fausse politique du P. C. — qui a trouvé sa plus haute expression dans la théorie maladroite du social-fascisme — a contribué plus que toute autre chose à la cohésion de la social-démocratie. Pour mesurer la véritable force de résistance des cadres social-démocrates, il faut un autre étalon, c'est-à-dire une tactique communiste juste. A cette condition — et ce n'est pas une condition négligeable — il peut apparaître dans un délai relativement court, à quel degré la social-démocratie est rongée intérieurement.

Sous une autre forme, ce qui est dit plus haut s'applique également au fascisme. Il s'est élevé dans d'autres conditions, grâce au levain de la stratégie de Zinoviev-Staline. Quelle est sa puissance d'attaque? de résistance? A-t-il déjà atteint son point culminant, comme l'assurent les optimistes par devoir, ou en est-il seulement à ses premiers pas? On ne peut pas prédire cela mécaniquement. On ne peut l'établir que par l'action. Précisément dans le sens du fascisme, qui est une arme aiguë dirigée contre l'ennemi de classe, une politique fautive du P. C. peut amener dans un délai très court un résultat fatal. Par contre une politique juste, dans un délai qui ne sera pas, si est vrai, aussi court, peut saper les positions du fascisme.

Le parti révolutionnaire, au moment d'une crise de régime, est plus fort, dans les batailles extra-parlementaires que dans le cadre du parlementarisme. Mais encore est-ce à la condition qu'il sache apprécier exactement la situation et qu'il puisse pratiquement lier les besoins vifs des masses avec la tâche de la conquête du pouvoir. Tout consiste maintenant en cela. C'est pourquoi c'est été une faute des plus grandes de ne voir dans la situation

actuelle de l'Allemagne que des difficultés et des dangers? Non, la situation ouvre d'immenses possibilités à condition qu'elle soit claire et comprise jusqu'au bout et bien utilisée.

Que faut-il pour cela? 1) Le tournant forcé « à droite » au moment où la situation tourne « à gauche » exige une étude très attentive, consciencieuse et intelligente des variations ultérieures des facteurs de la situation.

Il faut tout de suite rejeter la mise en opposition abstraite des méthodes de la deuxième et de la troisième période. Il faut prendre la situation comme elle est, avec toutes ses contradictions et avec la dynamique vivante de son développement. Il faut attentivement s'aligner sur les variations réelles de cette situation et agir sur elle-ci dans la direction de son véritable développement et non suivant le bon plaisir des schémas de Molotov ou Kussin.

Fortifier dans la situation est la partie la plus importante et la plus difficile de la tâche. On ne peut la résoudre avec des méthodes bureaucratiques. La statistique, si importante qu'elle soit en elle-même, ne suffit pas à ce but. Il faut chaque jour prendre contact avec les masses composées du prolétariat et en général avec les masses laborieuses. Il faut non seulement lancer des mots d'ordre vivants et alliés, mais aussi suivre ensuite comment ils se réfèrent dans les masses. On ne peut attendre cela que d'un parti actif qui pénètre partout par des dizaines de milliers de tentacules qui rassemblent des témoignages, discutent toutes les questions et élaborent activement leur opinion collective.

Un parti délivré de la captivité bureaucratique

2) On ne peut dissocier de cela la question du régime du parti. Les gens nommés par Moscou, indépendamment de la confiance ou de la méfiance du parti, ne pourront pas mener les masses à l'assaut de la société capitaliste. Plus le régime actuel du parti est artificiel, plus la crise sera profonde aux jours et aux heures de sa solution. De tous les « tournants » celui du régime du parti est le plus nécessaire et il est inévitable. C'est une question de vie ou de mort.

3) Le changement de régime est la condition préalable du changement de cours et, en même temps, son aboutissant. L'un ne peut s'imaginer sans l'autre. Le parti doit s'arracher à l'atmosphère fautive, conventionnelle, où l'on passe sous silence les maux réels, où l'on célèbre des valeurs fictives — en un mot à l'atmosphère pernicieuse du stalinisme, qui se crée non par une influence idéologique ou politique, mais par la dépendance grossière, matérielle de l'appareil et par les méthodes de commandement basées sur cette dépendance.

Une des conditions indispensables pour que le parti se libère de la captivité bureaucratique est la révision générale de la « ligne générale » de la direction allemande depuis 1923, et même depuis les journées de mars 1921. L'opposition de gauche, dans une série de documents et de journaux, sur toutes les étapes malheureuses de la politique officielle du parti. On ne réussira pas à l'ignorer et à l'étouffer. Le parti ne s'éleva pas

à la hauteur de ses tâches grandioses sans une libre appréciation de son présent et la lumière de son passé.

4) Si le P. C., malgré les conditions exceptionnellement favorables, s'est montré impuissant à ébranler sérieusement l'édifice de la social-démocratie à l'aide de la formule du « social-fascisme », le fascisme réel menace maintenant cet édifice, non pas par des formules verbales d'un radicalisme artificiel, mais par des formules chimiques d'explosifs. Si vraie que soit l'affirmation que la social-démocratie a préparé par toute sa politique l'épanouissement du fascisme, il n'en reste pas moins exact que le fascisme apparaît tout d'abord comme une menace mortelle pour la social-démocratie elle-même, dont toute la grandeur est indissolublement liée aux formes de gouvernement parlementaires-démocratiques-pacifiques.

Le front unique contre le fascisme

On ne peut douter que les dirigeants de la social-démocratie et une couche très mince d'ouvriers aristocrates préféreront, en dernier lieu, la victoire du fascisme à la victoire révolutionnaire du prolétariat. Mais, précisément, l'approche d'un tel choix crée, pour la direction de la social-démocratie, des difficultés exceptionnelles dans ses propres rangs. La politique du front unique des ouvriers contre le fascisme de toute la situation. Elle ouvre au P. C. d'immenses possibilités. La condition du succès réside donc dans l'abandon de la théorie et de la pratique du « social-fascisme » dont la nocivité devient dangereuse dans les conditions actuelles. La crise sociale créera inévitablement des craquements profonds au sein de la social-démocratie. La radicalisation des masses s'exercera sur les ouvriers social-démocrates bien avant qu'ils cessent d'être des social-démocrates. Il nous faudra inévitablement conclure des accords contre le fascisme avec diverses organisations et fractions social-démocrates, en posant devant les masses des conditions précises à leurs dirigeants. Se lier d'avance par des engagements formels contre de tels accords n'est possible qu'à des opportunistes peureux, alliés d'hier de Purcell et Cook, de Chang-Kai-Chek et Wan-Tin-Wei. De la phrase vide des fonctionnaires sur le front unique, il faut revenir à la politique du front unique, comme elle a été formulée par Lénine et comme elle a toujours été appliquée par les bolchéviks surtout dans l'année 1917.

5) Le problème du chômage est un des facteurs capitaux de la crise politique. La lutte contre la rationalisation capitaliste et pour la journée de 7 heures reste entièrement à l'ordre du jour. Mais en même temps d'une collaboration large et systématique avec l'U. R. S. S. peut élever cette lutte à la hauteur des tâches révolutionnaires. Dans la déclaration-programme des élections, le P. C. du P. C. allemand déclare qu'après la prise du pouvoir, les communistes instaureront la collaboration économique avec l'U.R.S.S. Cela va de soi. Mais on ne peut pas opposer la perspective historique aux tâches politiques d'aujourd'hui. Il faut dès aujourd'hui mobiliser les ouvriers et en premier lieu les chômeurs sur le mot d'ordre de large collaboration économique avec la République soviétique. Le Plan d'Etat de l'U. R. S. S. doit élargir, avec la participation des communistes allemands et des profession-

nels, un plan de collaboration économique qui doit se baser sur le chômage actuel et se développer dans une collaboration générale englobant toutes les branches essentielles de l'économie. La tâche ne consiste pas dans la promesse qu'on reconstruira l'économie après la conquête du pouvoir, mais elle consiste dans la conquête du pouvoir. La tâche ne consiste pas dans la promesse d'une collaboration de l'Allemagne soviétique avec l'U. R. S. S. mais dans la conquête actuelle des masses ouvrières pour cette collaboration, en la liant étroitement à la crise et au chômage et en la développant ensuite en un plan gigantesque de reconstruction socialiste des deux pays.

6) La crise politique allemande met en question le régime que le traité de Versailles a établi en Europe. Le P. C. du P. C. allemand dit que le prolétariat allemand, s'il prend le pouvoir, liquidera les parchemins de Versailles. Est-ce donc tout? L'abrogation du traité de Versailles serait donc la plus haute conquête de la révolution prolétarienne? Mais que mettra-t-on à la place? Pas un mot à ce sujet. C'est rapprocher le parti des nationaux-socialistes que poser la question sous sa forme négative. Les Etats-Unis soviétiques d'Europe, tel est le seul mot d'ordre juste qui ouvre une issue au morcellement de l'Europe, morcellement qui menace non seulement l'Allemagne, mais toute l'Europe d'une complète décadence économique et culturelle.

Le mot d'ordre de l'unification prolétarienne de l'Europe est en même temps une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject du fascisme, son agitation contre la France, etc. La politique la plus fautive, la plus dangereuse est celle qui consiste à s'adapter passivement à l'adversaire, à prendre ses couleurs. Contre les mots d'ordre de désespoir national et de folie, il faut poser les mots d'ordre d'une solution internationale. Pour cela, il est indispensable d'épurer son propre parti du poison du national-socialisme dont l'élément essentiel est la théorie du socialisme sans un seul pays.

Offensive ou défensive ?

Pour passer dans une formule simple tout ce qui a été dit plus haut, posons la question de la façon suivante : la tactique du P. C. allemand dans la période la plus proche doit-elle se mener sous le signe de la défensive ou de l'offensive? Nous répondons : défensive.

Si le choc se produisait aujourd'hui comme résultat de l'offensive du P. C., l'avant-garde du prolétariat se casserait la tête contre le bloc du gouvernement et du fascisme au milieu de la neutralité créative de la majorité de la classe ouvrière et du soutien direct du fascisme par la majorité de la petite bourgeoisie.

Se mettre sur la défensive, c'est se rapprocher de la majorité de la classe ouvrière allemande et c'est faire le front unique avec les ouvriers social-démocrates et sans-parti contre le danger fasciste.

Nier ce danger, le sous-estimer, ne pas le prendre au sérieux est le plus grand crime qu'on puisse commettre aujourd'hui contre la Révolution prolétarienne en Allemagne.

Que « défendra » le P. C.? La constitution de Weimar? Non, nous abandonnons

cette tâche à Brandler. Le P. C. doit prendre la défense des positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a conquises dans l'Etat allemand. Le problème se pose immédiatement pour le sort de ses organisations politiques, de ses syndicats, de ses journaux et imprimeries, ses clubs et bibliothèques, etc. L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate : « Les politiques de nos partis sont inconciliables; mais si les fascistes viennent cette nuit faire un pogrome dans le local de ton organisation, alors je viendrai à ton aide les armes à la main. Me promets-tu de venir à mon aide si le danger menaçait mon organisation? » Telle est la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute l'agitation doit être menée dans cet esprit.

Plus nous conduirons cette agitation de façon résolue, sérieuse, réfléchie — sans cri et sans vantardise, ce dont les ouvriers se rassasient vite — plus nous mettrons en avant de propositions concrètes pour organiser la défense dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque rayon ouvrier, moins grand sera le danger que l'offensive des fascistes nous prenne à l'improviste et plus grande la certitude que cette offensive ne disperse pas mais resserrera les rangs ouvriers.

Le rassemblement des rangs ouvriers, première étape

Les fascistes, précisément à cause des succès qui leur sont venus à la tête et à cause des effectifs petits-bourgeois impatients et indisciplinés de leur armée, seront contraints à se lancer dans l'offensive dans la période la plus proche. Les concurrents aujourd'hui, dans cette voie, seraient non seulement désespérés mais aussi moralement dangereux. Au contraire, plus les fascistes se présenteront aux yeux des ouvriers social-démocrates et des masses laborieuses en général comme la fraction agressive, et nous comme la fraction qui se défend, plus nous aurons de chances, non seulement de briser l'agression des fascistes, mais de passer nous-mêmes à une offensive victorieuse. La défensive doit être très vigilante, active et audacieuse. L'état-major doit examiner tout le champ de bataille, attentif à toutes les modifications pour ne pas laisser de nouvelles fissures pour l'heure où il faudra donner le signal de l'assaut général.

Il y a des stratégies qui sont pour la défensive, toujours et dans toutes les conditions. A cette sorte de stratégies appartiennent par exemple les brandériens. S'étonner qu'ils parlent aujourd'hui au sujet de la défensive est pur enfantillage; ils le font toujours. Les brandériens sont l'un des soutiens de la social-démocratie. Notre tâche consiste, en se rapprochant des ouvriers social-démocrates sur la base de la défensive, à les entraîner ensuite dans l'offensive décisive. Les brandériens sont absolument incapables. Au moment où le rapport de forces se modifiera radicalement à l'avantage de la Révolution prolétarienne, les brandériens se montreront de nouveau un fardeau inutile, un frein de la Révolution. Voilà pourquoi la politique de défensive qui est établie sur le rapprochement avec les masses social-démocrates ne signifie en aucun cas une atténuation des divergences avec l'état-major brandérien, derrière lequel il n'y a pas et il n'y aura jamais de masses.

En liaison avec la caractéristique faite ci-dessus des groupements de forces et des tâches de l'avant-garde prolétarienne, les méthodes de lutte physique employées maintenant par la bureaucratie stalinienne, en Allemagne et dans d'autres pays, contre les bolchéviks-léninistes acquièrent un sens très particulier. C'est un service direct à la police social-démocrate et aux brigades de choc du fascisme. Ces méthodes sont en contradiction fœnicère avec la tradition du mouvement révolutionnaire prolétarien; elles correspondent le mieux à la mentalité des fonctionnaires petits bourgeois qui vivent d'un salaire garanti par en haut et qui ont peur de le perdre si la démocratie apparaît dans le parti. Contre cette besogne honteuse des stalinistes, il faut mener un large travail d'éclaircissement, le plus concret possible, en démontrant le rôle des fonctionnaires les moins capables de l'appareil du parti. L'expérience de l'U.R.S.S. et des autres pays témoigne que ces messieurs qui doivent dissimuler aux yeux de leurs chefs leurs propres péchés et leurs crimes, c'est-à-dire la dilapidation de l'argent des organisations, l'abus de leurs fonctions ou simplement leur inutilité complète, luttent contre l'opposition de gauche avec la plus grande férocité. Il est tout à fait clair que notre campagne pour démasquer l'héroïsme du poing de l'appareil stalinien contre les bolchéviks-léninistes donnera plus de fruit à mesure que nous développerons plus largement notre agitation générale sur la base des tâches précitées.

Nous avons examiné la question du tournant tactique de l'U. C. exclusivement à la lumière de la situation allemande parce que, tout d'abord, la crise allemande place à nouveau aujourd'hui le P. C. allemand au centre de l'attention de l'avant-garde prolétarienne internationale et aussi parce que, à la lumière de cette crise, tous les problèmes apparaissent avec plus de relief. Il ne serait pas difficile de montrer que ce qui est dit ici se rapporte plus ou moins à d'autres pays.

En France, toutes les formes de la lutte des classes après la guerre ont eu un caractère incommensurablement moins aigu et moins décisif qu'en Allemagne. Les tournants de l'U. C. ont, en tout cas, un caractère universel. Le P. C. français, qui fut décrété, en 1928, par Molotov, le premier candidat au pouvoir, a mené une politique de suicide pendant les deux dernières années; en particulier, il a ignoré l'essor économique. Le tournant tactique est proclamé en France au moment où l'essor industriel commence à se transformer en crise. Les mêmes contradictions, difficultés et tâches dont nous avons parlé au sujet de l'Allemagne sont alors également à l'ordre du jour en France.

Ce tournant de l'U. C. en rapport avec le tournant de la situation pose de nouvelles tâches d'une importance particulière : l'Opposition communiste de gauche. Ses forces ne sont pas grandes. Mais chaque courant s'accroît avec l'accroissement de ses tâches. Les comprendre clairement; c'est remplir une des plus importantes conditions de la victoire.

L. TROTSKY. Prinkipo, 26 septembre 1930.

La première et la seconde parties de cette étude ont paru dans les numéros du 10 et du 24 octobre.

La vie de l'Opposition Internationale

La crise de l'Opposition belge est dénoncée

Depuis plus d'un an, le développement de l'opposition belge était gravement entravé par une crise sérieuse. Les déclarations s'étaient déjà particulièrement caractérisées lors du conflit de chemin de fer de l'Est-Chinois, à propos duquel les dirigeants du B. E. adoptèrent une position fautive, condamnée par l'ensemble de l'opposition internationale.

Depuis longtemps les ouvriers solidement groupés autour de la Fédération de Charleroi réclamaient de la Direction « une lutte communiste militante n'ayant pas comme objectif de détruire sur le plan international les partis communistes officiels et l'Internationale Communiste, mais de ramener ceux-ci, sous la pression des critiques justes de l'opposition, et sous la pression des ouvriers révolutionnaires à une politique réellement communiste par la réintégration de l'opposition de gauche dans l'Internationale Communiste ». Ils dénonçaient vigoureusement la politique des dirigeants et de Van Overstraeten et combattaient les déviations de la direction qui, par ses positions instables et expectantes, en engageant l'opposition sur la voie du second parti, la dressaient en fait contre la Troisième Internationale, renouaient en fait à la politique de front unique avec les ouvriers communistes, abandonnant la défense révolutionnaire de l'U. R. S. S. et soutenaient les « syndicalistes purs » anti-communistes. La fausse politique du B. E. se basait sur le refus de prendre une position actuelle et tranchée sur le travail de rapprochement de l'Internationale Communiste et de l'Union Soviétique. Elle se maintenait en paralysant les initiatives de la base et en se soustrayant au contrôle actif des ouvriers en même temps qu'en se repliant sur la base nationale vis-à-vis de l'Opposition Internationale. Elle se traduisait par la défaillance complète du travail révolutionnaire militant.

Cette fausse politique aboutissait non seulement à la stagnation — mais à la régression constante de l'opposition belge — qui, lors de sa fondation réunissait les éléments d'un sérieux développement politique. Elle faussait aux yeux des ouvriers belges la figure de l'Opposition, qui doit justement leur apparaître comme la force la plus saine et la plus active du mouvement communiste.

La discussion ouverte entre le B. E. de Bruxelles et la Fédération de Charleroi dans les colonnes du Communiste a abouti à la réunion du Comité Central, le 26 octobre à Bruxelles. A cette réunion assistait un délégué du Bureau International qui appuya avec force les positions prises par nos camarades de la Fédération de Charleroi qui sont celles de l'Opposition Internationale.

Il apparut lors de la réunion que la discussion ne pouvait plus rien apporter. Nos camarades de Charleroi demandèrent la convocation d'un Congrès pour que l'organisation entière soit appelée à se prononcer. Les dirigeants du B. E. s'y opposèrent en alléguant que les positions étaient prises. Ce refus consommait la rupture.

Les dirigeants de Bruxelles ont définitivement donné la preuve de leur volonté systématique de s'opposer au travail de rapprochement communiste de l'Opposition Internationale. Leur politique désorientée, abandonnant les votes de l'opposition internationale, ne peut les conduire comme ceux qui les ont précédés, les Urbahns et les Paz, qu'au dépeçage ou à l'orientation anti-communiste.

Maintenant l'Opposition de gauche belge, sous l'impulsion vigoureuse de la Fédération de Charleroi, va pouvoir repartir de l'avant et remplir les grandes tâches qu'elle a devant elle dans les rangs ouvriers belges travaillés par le P.O.B. et desservis par la petite clique de Jacquemotte. Les éléments les plus actifs de l'Opposition à Bruxelles, à Gand, à Verviers, à Namur, à Anvers, à Liège rallieront ses rangs. Le Bureau International est décidé à la soutenir dans l'accomplissement de son travail. La Vérité n'y failira pas.

L'organisation de l'Opposition gauche au Mexique

Les conditions de l'illégalité imposées au mouvement communiste mexicain par la dictature de Ortiz Rubio ont amené la disparition presque complète du P. C. National et les fautes de l'U. C. au Mexique ont contribué à cette disparition. Par voie de conséquence l'opposition de gauche a eu de grandes difficultés à prendre pied. Mais elle a maintenant commencé son travail avec énergie.

Le premier numéro de son Bulletin mensuel, ronéotypé, intitulé Claridad vient de paraître (Octobre). Il est édité à New-York, d'où il pénètre au Mexique. Il sert en même temps au travail parmi les travailleurs espagnols émigrés aux Etats-Unis. Son premier numéro contenait un éditorial adressé « aux communistes du Mexique », des articles sur l'expulsion hors de Russie d'Anin, sur les récentes « révolutions » de l'Amérique du Sud, sur la situation à Cuba, sur la crise du P. C. des Etats-Unis, etc.

L'organisation de l'opposition est encore au stade embryonnaire. Un groupe de camarades mexicains émigrés est solidement organisé à New-York. C'est lui qui édite Claridad. A l'intérieur du Mexique existent de nombreuses liaisons, avec les anciens membres du parti et des jeunes. Malheureusement les défaites du parti dans les années passées, son inexistence quasi-complète aujourd'hui, ont jeté une profonde démoralisation parmi ses derniers membres. Le parti est dans une situation de désorganisation complète. Il ne publie plus de journal, les syndicats tombent en lambeaux, et sont réduits en poussière par la répression. La direction est totalement incapable, après avoir expulsé, comme partout, ses meilleurs éléments.

Nos camarades de l'opposition de gauche ont un long et patient effort à fournir pour publier régulièrement leur Bulletin, regrouper les éléments dispersés, éduquer de

LA SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Table listing subscription amounts for various individuals and groups, including Denard, Liste n° 8, Camarades de Marseille, Pasquet, Brunet, etc.

NOUS DEMANDONS A TOUS NOS CORRESPONDANTS DE NOUS FAIRE PARVENIR TOUS LEURS ARTICLES POUR LE MARDI MATIN

solides noyaux de camarades, reprendre le travail syndical, en un mot créer une base d'organisation solide.

Nous saluons avec une grande joie leurs premiers pas dans ce sens. Nous souhaitons ses progrès réguliers, et, pour commencer, une parution et une diffusion régulière de son Bulletin. L'Amérique latine offre un champ immense de travail à l'opposition de gauche. Déjà des groupes existent en Mexique, au Brésil. Un autre est en formation en Uruguay. Avec l'organisation du Mexique, nous aurons une garantie que les problèmes de la révolution prolétarienne, de la lutte des ouvriers à la tête des paysans pour la dictature prolétarienne, seront enfin, posés d'un façon marxiste, et que leur solution fera rapidement un pas en avant.

Tous les militants doivent lire le numéro 24 de

La Lutte de Classes

Au sommaire : L'élection du XXe. — R. Well : Après les élections en Saxe. — K. Landau : Le danger fasciste en Allemagne. — L. Communiste : Communisme ou national-bolchévisme? — Appel aux ouvriers pour les élections au Reichstag. — Lettres d'U. R. S. S. ; Dingsladt : Entre le 15e et le 16e Congrès du P. C. R. — Qui soutient Staline. — La déclaration d'Avril et ses échos, etc. Comptes rendus de livres : Les sources de Manouïlyk. — Marion : Les deux Russies. — Victor-Serge : L'an I de la Révolution Russe.

Le prix du numéro : 3 fr.

Le numéro 24 a paru avec un trop grand retard. La rédaction prépare le n° 25 qui contiendra une importante étude de Léon Trotsky : « Staline théoricien ».

Avec ce numéro, la « Lutte de Classes » reprendra sa parution régulière et travaillera à donner aux militants la documentation et les études utiles au mouvement révolutionnaire.

En vente : 45, Bd. de la Villette, Paris

Advertisement for 'la Vérité' magazine, including address (45, Boulevard de la Villette, Paris Xe) and subscription rates (6 mois, 13 fr. 1 an, 25 fr.).

BULLETIN DE L'OPPOSITION

(Bolchéviks-léninistes) (septembre-octobre) est paru (entièrement en langue russe).

SOMMAIRE :

- List of contents for the Bulletin of Opposition, including articles by Communist Chinese, Trotsky, Chen-Dou-Siou, Alpha, and others.

En vente à la « Vérité » 45, Bd de la Villette, Paris 10e.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. de la Soc. Nouv. d'Edit. Franco-Slaves 32, r. de Ménilmontant, Paris

L'unité syndicale ou les avatars de Dunois

De la ouverture de la première séance du C. G. T. de la C. G. T. Jouxhaux a tenu à vider son cœur à propos de la fameuse enquête sur l'Unité syndicale que devait dans le Populaire, assurer le pauvre Dunois.

Jouxhaux n'y a pas été par quatre chemins. Il a rappelé que la C. A. de la C. G. T. avait vu la « intrusion inadmissible d'un parti politique dans les affaires du mouvement syndical » et il a souligné que le dernier Conseil national socialiste, ou cet incident a été soulevé, a convenu que « le point de vue de la C. G. T. était fondé et l'enquête est virtuellement abandonnée ».

Mais alors, pourquoi Jouxhaux a-t-il tenu encore à solliciter, à propos d'un incident qui semblait réglé à sa satisfaction, une approbation de ses pairs, les bonzes du C.G.T.?

C'est qu'en réalité il y a autre chose derrière l'enquête que le malheureux Dunois devait mener pour le compte de l'organe de la social-démocratie française. On a pu voir se dessiner ces temps derniers, dans le Populaire, une campagne, inspirée par la « gauche » zromskyste, en faveur d'une entente avec des éléments minoritaires de la C.G.T.U. appartenant au Comité pour l'indépendance du syndicalisme.

Dans l'esprit de ses inspirateurs, cette campagne avait un double but. D'une part, affaiblir la C.G.T.U. en l'allégeant d'un aspect grand nombre d'adhérents, d'autre part, en leur faisant rallier la C.G.T. Lafayette, essayer de déloger un peu cette dernière de la voie de la collaboration en outrance avec l'Etat bourgeois et le patronat. Car la « gauche » zromskyste est quelque peu effrayée de l'intégration de plus en plus visible de la C.G.T. à l'appareil de l'Etat bourgeois, des opérations généralistes de Jouxhaux et de ses tristes au Conseil économique du travail. Les chefs de la C.G.T. ne se soucient même plus de sauvegarder les formes, l'apparence d'opposition à l'Etat bourgeois, chères à Ziromsky et à ses amis.

Mais les combinaisons de Ziromsky ont avortées. Jouxhaux, avec hauteur, a signifié qu'il n'entendait nullement être gêné dans ses délicates opérations de Genève et d'ailleurs, même par les fidèles amis de la C. G. T. que sont les socialistes. Ziromsky y compris.

Et la « gauche » socialiste se l'est tenu pour dit. La riposte de Jouxhaux défendant — ce qui est magnifique — l'indépendance de la C. G. T. a fait se calmer. Il y a une leçon à tirer de cette histoire où le rôle de Dunois voulant sauver le syndicalisme révolutionnaire avec l'aide de la social-démocratie est d'un lamentable échec.

Les chefs de la C.G.T. ont dit — une fois de plus — à propos de l'Unité syndicale, comment ils l'admettaient. Pour eux, elle n'est possible que par la rentrée sans conditions, dans la C.G.T., des adhérents de la « formation dissidente ». Car c'est ainsi qu'ils appellent la C.G.T.U.

Mais même lorsqu'ils tiennent ce langage, les bonzes de la C.G.T. pratiquent l'art des restrictions mentales. Ils n'osent pas dire que l'Unité syndicale n'est admissible — pour eux — que dans la mesure où ils peuvent appliquer leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. Or, comment les chevaliers de « l'intérêt général » pourraient-ils, comment Jouxhaux pourrait-il représenter le gouvernement Tardieu à Genève, si, dans leur centrale, une minorité révolutionnaire active les harcèle sans cesse, dévoilant leurs compromissions avec la bourgeoisie et menaçant même de devenir majoritaire.

C'est l'histoire de la scission syndicale de 1921. Et Jouxhaux est prêt, le cas échéant, à recommencer son coup de 1921. Mais il ne tient pas à risquer — lorsqu'il peut s'en passer — des opérations tout de même assez périlleuses.

Il lui est apparu que les combinaisons de Ziromsky, flanqué de Dunois, pouvaient l'inquiéter et, d'un coup de pied, il a fait s'élever les espoirs des généraux tacticiens de la « gauche » socialiste.

Ce n'est pas assez que l'orientation donnée par le « Comité pour l'indépendance » ait permis à la gauche zromskyste de préparer sa manœuvre d'enveloppement. Il faut que les responsables du Comité se prononcent. Dans le Cri du Peuple du 29 octobre, l'article leader signé de Piquemal saïue en quelque sorte l'enquête honnête

de du Populaire. Dans cet article la manœuvre zromskyste pour embarquer les minoritaires de la C.G.T.U. dans la « vieille maison syndicale » est qualifiée « un effort loyal de rapprochement ». L'Unité sous le patronage loyal de la social-démocratie? Chaque fois que « pose la question : où mène l'indépendance? les meneurs vers l'indépendance répondent.

Si l'Unité syndicale ne peut être réalisée que par l'adhésion devant le réformisme, cette Unité devient mortelle pour le prolétariat ouvrier.

Loin de se laisser hypnotiser, ligotter, par les beaux mots d'Unité, les ouvriers révolutionnaires voudront voir ce que cache la phraseologie sur l'Unité syndicale.

Et, en lutinant avec le parti communiste, avec la C.G.T.U., contre le réformisme; en dissipant chaque jour les nuages qui dissimulent aux yeux des ouvriers encore trompés par les chefs réformistes, les traîtres de ces derniers, ils lutteront pour l'Unité révolutionnaire du prolétariat.

La bureaucratie réformatrice tient ses assises Le C. C. N. de la C. G. T.

Le C.C.N. de la C.G.T. Lafayette vient de se tenir à Paris, les 25 et 26 octobre; on n'en saurait tirer la conclusion que la bureaucratie citée ait atteint sa position ultra-réformatrice, au contraire!

Jouxhaux a lancé d'importance, avec l'assentiment unanime du C.C.N., les gens du Populaire qui avaient conféré à Dunois le soin de mener une enquête sur l'Unité syndicale — sujet réservé à la seule C.G.T. — et il a dit que la C.A. de la C.G.T. avait vu là « une intrusion dans le mouvement syndical ».

Le C.C.N. de la C.G.T. après s'être réjoui de la reconstitution de l'Unité de la Fédération postale — en quoi il a peut-être été un peu vite — a entendu un rapport d'un des secrétaires confédéraux, Buisson, sur les assurances sociales. Ce dernier, grand spécialiste de la question chez les confédérés, après avoir expliqué le mécanisme de la loi et donné des conseils aux bureaucrates du C.C.N. dont certains seront casés dans les caisses d'A.S., a dit « qu'une des fiertés de la C.G.T. a été de contribuer plus que tout ou succès de la loi et à sa réalisation ». Sur les grèves du Nord, on a peu parlé au C.C.N., sinon pour dire qu'elles n'étaient pas dirigées contre la loi. Elles étaient contre le versement ouvrier en tous cas, mais Buisson et ses complices ont préféré ne pas insister là-dessus. Notons que, d'après Buisson, il y a dans les caisses confédérées d'A.S. « le Travail » un total de 140 à 150.000 adhérents pour la France entière, ce qui est peu en regard des efforts fournis par la C.G.T., et conclut en signalant que les bureaucrates de la C.G.T. sont des partisans acharnés de la loi des A. S. au point d'avoir renoncé à engager une campagne immédiate pour l'amélioration de la loi — pour ne pas faire le jeu de ses ennemis. Inutile de dire que dans les améliorations qu'ils remettent à plus tard, ils ne comptent nullement la suppression de l'odeur versant ouvrier à leurs yeux parfaitement légitime.

Le récent congrès de Nîmes de la S. N. de l'Enseignement a motivé un grand discours de Jouxhaux. On a beaucoup parlé au C.C.N. de ce congrès qui avait entendu, avec une certaine fermeté, le procès de la politique de collaboration avec la bourgeoisie pratiquée à Genève et en d'autres lieux par les chefs de la C.G.T., et qui avait interdit la parole à Lenoir, un des secrétaires de la C.G.T., qui voulait la justifier. Aussi a-t-on tristement levé la tête à ces maudits instituteurs qui ont mis en doute les vertus de la collaboration des classes. Jouxhaux a exprimé sa peine de voir chez les « éducateurs du peuple une mentalité étiquée, des vues étroites, un dogmatisme qui s'efface à tout instant... » et il a fait comprendre aux instituteurs qu'il n'avait pas à recevoir leurs leçons. Après ces déclarations de salpêtre, Jouxhaux a fait un long, très long discours — apologie grandiloquente de son œuvre « réaliste » de Genève — mais dont les phrases ampoulées ne pouvaient dissimuler le néant, pour le classe ouvrier, de sa politique de compromissions. Naturellement, les bonzes du C.C.N. ont applaudi comme il convenait le discours de leur chef.

Pour en revenir à Nîmes, les bonzes de la C. G. T. ont été tellement scandalisés d'avoir vu leur politique d'alliance avec la bourgeoisie critiquée au congrès de la S. N., que l'un d'eux, Savio, qui régnait dans l'Alimentation, a été jusqu'à contester au U. D. et aux Fédérations le droit de discuter la politique confédérale et Jouxhaux lui-même a été obligé d'atténuer les affirmations de son mameluck.

Sur les grèves du Nord

Encore un mot pour Bourneton et la « Vie Ouvrière »

Après les commentaires du camarade Gourget sur mon article de la V. O. et la pitoyable réponse de Bourneton, je veux encore apporter quelques précisions.

Pendant les grèves du Nord, pour justifier leur tactique contre la tactique préconisée par l'opposition unitaire, nos stratèges régionaux et confédéraux affirmèrent avec le plus grand sérieux du monde que la masse des grévistes lutait derrière le P. C. et la C. G. T. U. L'Huma répétait ce refrain plusieurs fois par semaine. Maintenant Bourneton reconnaît que les chefs réformistes réussissent quand même à s'emparer de la direction de la grève. Quand Bourneton a-t-il menti? Pendant la grève ou maintenant?

Bourneton déclare que nous avons recruté à Roubaix, Arras, Lille, etc... Nous ne voulons pas nier cela, mais que Bourneton qui doit savoir faire des additions et des soustractions nous

Dans l'Enseignement unitaire Après Marseille

Après son échec, la M.O.R. (minorité oppositionnelle révolutionnaire) ne pouvait qu'accentuer ses attaques contre la majorité fédérale, en les débarrassant toutefois du caractère ordurier qu'elle leur avait donné au congrès, et qui n'est pas coutume, à une corporation comme la nôtre. Il lui sera difficile de faire oublier de siôt les injures qu'elle déversa durant des jours sur nos militants les plus estimés, de se faire pardonner sa basse démagogie. Et les premiers meurtres prisés par certains des siens ne lui reconquerront pas les sympathies perdues.

Dans le Rhône, les époux Moulin — séjétés par le Congrès pour leur platitude vis-à-vis du ministre de l'Instruction publique — adressent, non seulement aux syndicats unitaires, mais au personnel tout entier, un appel au boycottage de l'Ecole Emancipée, revue fédérale dont la suppression servirait à bien des dessein du gouvernement et ceux du Syndicat National. Dans les Deux-Sèvres, dans la Vendée, ailleurs encore — car la mesure fut prise en réunion de la fraction communiste — le même boycottage est pratiqué, toutefois plus hypocritement. Mais la réaction contre une telle attitude s'organise déjà : les souscriptions affluent, des dévouements s'offrent. L'Ecole Emancipée est trop chère à la Fédération pour qu'elle disparaisse. Les vieux amis se souviennent des heures sombres de la guerre où elle était le seul organe à résister à l'emportement chauvin; ses amis d'hier l'ont vu entreprendre tant de bons combats qu'ils se joindront à leurs côtés pour entourer leur revue d'un faisceau de sympathies contre lequel se brisera la hargne d'adversaires sans scrupules, que se refusent, d'ailleurs, à imiter bien des partisans de la majorité confédérale.

Le manuel d'histoire, soutenu jadis de la chaude approbation de tous — même de Cogniot, ce pur entre les purs — est frappé du même ostracisme. Avant Marseille, comme à Marseille, le bureau fédéral avait été critiqué par la M. O. R. pour n'avoir pas apporté toute la vigueur nécessaire dans la défense des camarades qui refusent de plier devant l'interdiction administrative, utilisaient ce livre dans leur classe. Et cette même M. O. R. cède sans combat devant l'attaque. Que d'autres vendent, s'il leur plaît, ou proposent aux conférences pédagogiques ce manuel de compromis, pourchassé par l'administration quoiqu'il soit, au dire de nos augures, « plus pernicieux que les manuels bourgeois »!

Noire aux œuvres fédérales, sabotant notre action par des critiques sans mesure ou par des propositions d'ordre démagogique, tel va être, cette année, le « travail » de cette fraction dirigée par les « bounges » furent chantées si malheureusement par Monmousseau. Les organisations qu'elle inspire et qui, toutes, dérogent au but qui les avait vu naître, préparent les armes meurtrières dont elles frapperont les premières victimes, mais pas elles, qui ne doivent pas être des instant où elles résistent à leurs loirs.

Le chômage en Angleterre

Le 13 octobre dernier, la statistique officielle donnait 2.188.672 chômeurs. Au 1er octobre il y en avait 2.103.413. Voici, d'après le ministère britannique du travail, la répartition des chômeurs entre les industries en % du personnel occupé : Houille, 31 % — Fonte, 28,3 % — Acier, 33 % — Chantiers navals, 54,7 % — Colon, 45,4 % — Laine, 26,3 % — Cuir, 18,2 % — Marine, 24,6 % — Docks, 34,4 %.

Parmi les industries travaillant pour la consommation, la plus touchée est celle du coton qui est surtout exportatrice. Les troubles de l'Inde et de Chine par leur caractère chronique aggravent encore la situation tragique de l'industrie cotonnière. Comme conséquence de la diminution du commerce extérieur tombé de 160 millions de livres en septembre 1929 à 112 millions en septembre 1930, le chômage s'est considérablement étendu au commerce maritime. Les armateurs désarment leur navires et n'en commandent plus de nouveaux. L'industrie des constructions navales se trouve être la plus atteinte, 54,7 % de chômeurs pour toute l'Angleterre. A Glasgow, dans la vallée de la Clyde où est concentrée la construction de la grande flotte commerciale britannique, plus des deux tiers de la population ne vivent que de secours. La situation est aussi terrible dans le Lancashire et le Yorkshire, les royaumes du textile. Au 15 septembre, on y

comptait comme chômeurs, 251.884 ouvriers du coton, 62.856 ouvriers de la laine, 17.500 de la soie, 29.410 du lin, 21.059 du jute, 37.476 ouvriers teinturiers. A Oldham chômage de 58 %, à Blackburn 65 %, deux villes de plus de 150.000 habitants chacune, tous employés dans l'industrie textile.

Dans l'ensemble, le ministère du travail évalue à 19 % de la population ouvrière britannique totale, celle qui est réduite au chômage.

Le 1er décembre prochain, la nouvelle loi votée par les travaillistes et les libéraux doit entrer en application. Elle prévoit la création d'un Conseil national industriel où siègeront des représentants de la Fédération des mineurs, des représentants de l'association patronale et d'autres pour les coopératives et les « Chambres de Commerce. Ce Conseil devra travailler à l'unification des salaires sur tout le royaume, il devra examiner toute demande de modification de ceux-ci. Ce Conseil réalise donc l'application de l'arbitrage et du « Mondisme » dans les mines. Bien qu'il soit surtout avantageux pour les patrons qui pourront toujours repousser les demandes des travailleurs relatives à l'unification des salaires, les patrons refusent cependant d'envoyer leurs délégués. C'est que le 1er décembre, la journée de travail doit être portée de 8 h. à 7 h. 30, sans réductions de salaires. Les propriétaires miniers veulent

partielle un secours de 10 fr. par jour était garanti à tout syndiqué statutairement en règle. Nous avions toujours pu faire face à ces obligations même pendant des grèves partielles très importantes. Cela explique dans une grande mesure l'attachement des ouvriers aux syndicats révolutionnaires d'Halluin. En cas de grève générale (ce qui n'arrive pas tous les six mois) l'effort de solidarité fourni par la C.G.T.U. permettait quand même un soutien assez sérieux aux grévistes. Au cours des récentes grandes grèves, la C.G.T.U. a failli à cette tâche.

Quand Bourneton parle des mauvaises explications fournies aux ouvriers par les militants syndicaux d'Halluin, il fait allusion à quelque chose qu'il n'a pas le courage d'expliquer. Expliquons-la lui.

En janvier 1929, quand la grève du textile était réduite au secteur d'Halluin, les militants voyaient encore des possibilités de victoire, mais il fallait savoir continuer et même augmenter le secours aux grévistes. Or la solidarité nationale qui avait donné à plein pendant les premiers mois, commençait à faiblir. Dans plusieurs réunions où étaient présents des responsables du bureau confédéral ou du B. P. nous posions ce dilemme : « Nous continuons la grève avec des chances de succès mais il faut continuer à donner des secours aux grévistes. Si nous ne pouvons plus soutenir les grévistes, il faut donner l'ordre de rentrer. Autrement, ce sera la débandade, les ouvriers étant vaincus par la misère ». On ne voulait jamais que nous donnions l'ordre de reprise du travail mais on ne pouvait pas nous donner non

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE Dans la 20^e U. R. Après l'A. G. des cimentiers

Les majoritaires l'ont emporté difficilement à l'A. G. des cimentiers du 19 octobre à propos de l'élection d'un camarade au conseil syndical. Sur 400 présents ils n'ont pu obtenir qu'une majorité de 30 voix. Et encore ont-ils, pour faire passer leur candidat, employé des moyens peu reluisants. L'un d'entre eux, Meunier, a osé dire qu'en votant pour le candidat de l'opposition, Fleuret, « l'on vote contre la C. G. T. U. », alors que — Henri Guillemin le rappellera — Fleuret est emprisonné pour son action syndicale! Ce même Meunier, d'ailleurs, est un personnage dont A. Guillemin a signalé que dans les chantiers il est au mieux avec les chefs et les tchèros.

Un autre majoritaire, Paul, dévoilera les volontés scissionnistes des majoritaires. Il a lancé aux opposants : « Si vous êtes fatigués d'être à la C. G. T. U. il y a de la place pour vous dans l'Autonomie ou à la C.G.T. ».

L'intolérance des majoritaires était telle qu'ils refusant la parole à l'oppositional Chambrun, qui a proposé — tenez vous bien — une adresse de solidarité pour les métallos de Berlin et le vote d'une somme de 200 francs ainsi qu'une collecte.

Nos camarades cimentiers doivent réfléchir sérieusement et tirer des conclusions nettes de cette A. G. Il leur faut s'organiser et mener ainsi la tâche de redressement qui s'impose pour la vitalité de notre organisation.

Un cimentier sympathisant à l'O. U.

Dans la 6^e U. R. L'autocritique de Thomas

Thomas qui cumule les fonctions de secrétaire de rayon et de secrétaire d'U. L. depuis la réalisation du « tournant » en Ardèche, éprouve le besoin dans Travail du 11 Octobre de faire « l'autocritique » du syndicat de l'Enseignement de l'Ardèche, c'est-à-dire la critique des autres.

Qu'il daigne donc nous permettre de lui signaler le fait suivant qui concerne le Syndicat à la direction de laquelle se trouvait son prédécesseur Hubert, maître en maintenant de gaffe : Trois jours avant le 1er Août le syndicat des cheminots (250 à 300 membres au Teil même) doit se réunir pour examiner l'application des mois d'ordre fédéraux; malgré la radicalisation des masses et l'essor révolutionnaire du prolétariat il n'y eut ce jour-là que onze présents à la réunion et rien ne fut décidé!

Thomas nous demande ce qu'a fait le syndicat de l'Enseignement pour aider à l'organisation des travailleurs manuels. Impudent question! Le syndicat de l'Enseignement n'a pas la direction de l'U. L. lui, qui forme la moitié de l'effectif de l'U. L. n'a même qu'un seul délégué à la C. A. de l'U. L. Et d'un! Le syndicat de l'Enseignement est l'un de ceux qui remplissent le mieux les obligations à l'égard du trésorier de l'U. L. Et de deux!

Le syndicat de l'Enseignement a toujours financièrement soutenu de toutes ses forces les grévistes en lutte. Et de trois! Le syndicat de l'Enseignement a vu à maintes reprises ses dirigeants aux côtés des grévistes. Et de quatre! Le syndicat de l'Enseignement n'a jamais refusé un travail quelconque auprès des ouvriers. Et de cinq! Il y a quelques années la plupart des syndicats ouvriers de l'Ardèche comptaient un instituteur parmi leurs

imposer une réduction de salaires. On marche donc peut-être vers un lock out général le 1er décembre prochain à moins que cette date, l'effectif de la Fédération, aux mains du traître Cook, ne cède devant la menace patronale.

Quant à l'unification des salaires, elle semble tira compromise par la merveilleuse tactique « Mondiste » du gouvernement. On se souvient cependant que cette unification avait été la principale revendication de la grève générale de 1926. Il y a des différences de 30 % entre les salaires de différents districts et avec la production réglementée par district instituée récemment par l'association patronale, le capitalisme aura beau jeu pour répartir le chômage à sa guise entre les districts les mieux payés et baisser ainsi le salaire moyen du prolétariat minier. Le conflit existe donc à l'état latent entre le patronat et les travailleurs de la mine. Il faut surveiller attentivement son développement, car si les mineurs sont accablés à la bataille par les propriétaires, la classe ouvrière dans les circonstances présentes, ce fait peut avoir une importance considérable sur l'avenir politique de l'Angleterre.

brouillez-vous ». Au même moment une grave crise menaçait la fédération autonome du peigné de Verviers. Les socialistes voulaient porter la scission dans cette belle organisation dirigée par des communistes et des sympathisants, ils se servaient fort bien de l'emprunt que nos camarades nous avaient consenti en les accusant d'avoir donné de l'argent que les ouvriers de Verviers ne reverraient jamais plus.

Ne voulant pas affaiblir les positions de nos camarades belges et devant la défection criminelle du C. I. P. du textile qui reniait sa signature, nous avons avec nos propres moyens, commencé le remboursement en réduisant le plus possible tous nos frais d'administration et en supprimant un permanent. Quand j'ai quitté le secrétariat de l'U. L. en juin dernier, 250.000 francs avaient été ainsi remboursés. Voilà encore une raison pour laquelle le soutien aux grévistes d'Halluin a été nul, mais qui en est responsable?

Alors, mes chers Bourneton ou sont « mes responsabilités écrasantes auxquelles je ne peux échapper? Nous attendons la réponse avec impatience. Si tu es prêt à redresser la situation dans le Nord avec de l'astuce, des ruses, des mensonges et des calomnies, tu te trompes. Tout ce que tu pourras faire ce sera affaiblir davantage encore nos organisations déjà ravagées par la trahison péroratoire.

Un bon conseil! Ne déploies pas tes qualités de théoricien et de stratège stalinien et si tu ne veux être victime d'un prochain tournant, fait tes malles et rentre à Paris ou à Bézier.

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE Dans la 20^e U. R. Après l'A. G. des cimentiers

Thomas prétend que nous avons écrit que le syndicat des cheminots désapprouve les mois d'ordre de sa Fédération. Thomas doit être sujet aux visions de ciémas, à moins qu'il ne... mente sciemment.

Lorsque nous disons qu'en 1920 il y avait 7.000 syndiqués en Ardèche, Thomas prétend que c'est faux; il ose écrire que ce chiffre « valait pour toute l'Union interdépartementale Drôme-Ardèche » et que « depuis il y a eu les grèves de 1920, la scission, la séparation de la Drôme et de l'Ardèche ». Nous prenons ici Thomas en flagrant délit de mensonge. En effet, 1°) il n'y avait pas en 1920 d'Union Drôme-Ardèche; les 2 départements n'étaient séparés le 1er janvier 1920 en vertu d'une décision de congrès tenu au Teil le 2 novembre 1919.

2°) Le chiffre de 7.000 syndiqués est celui des effectifs syndicaux à la date du 8 août 1920, après les grandes grèves à l'issue desquelles le prolétariat ardéchois fut durement frappé (cheminots révoqués, 37 métallurgistes et ouvriers du bâtiment incrimés au Poutzin seulement dont 3 arrêtés et la scission).

3°) De la création à ces dernières années les confédérés ont été à peu près inexistantes dans l'Ardèche.

Thomas voudrait enfin faire croire que je me réjouis en quelque sorte de voir les 27 cheminots des cellules dissoutes hors du parti. Hélas! pour la confusion de Thomas qui n'en est pas à un mensonge près — j'ai écrit dans mon dernier article textuellement ce qui suit : « Nous espérons que ces camarades et notamment les 27 cheminots de la cellule dissoute, comprendront et lutteront, à l'intérieur du P. C., contre la fausse politique... ».

Thomas feint de penser que les militants de l'Opposition unitaire sont des anti-communistes. Il affirme que nous nous dressons contre le P. C. Il nous assimile, en vain d'ailleurs, aux Moch et Cie. Demain il écrira, ce qu'on a déjà écrit, que nous sommes des agents de la bourgeoisie; il répètera que nous attendons des « aveurs » de ceux derniers.

Qu'importe! Les insultes et les calomnies ne nous atteignent pas! Notre conscience de communiste se nous reproche rien. Nous savons que le communisme n'a que faire des Béni-Oui-Oui du genre de Thomas et de Hubert. Nous savons que le meilleur moyen de relever le mouvement révolutionnaire en France c'est de ne pas dire « amen » aux folies des Citron, des Bourneton, des Monmousseau et autres détenteurs de la « ligne ». La Révolution n'a jamais été et ne sera jamais l'œuvre de ceux qui, pensant par précaution, se demandent chaque matin s'ils sont toujours dans la ligne.

CLAUDE ROCHALADE.

Chez les cheminots La progression réformatrice

Les dirigeants de la Fédération unitaire des cheminots menent grand bruit autour de leurs « victoires » remportées avant le congrès fédéral. Ces « victoires » consistent dans une ample exultation des mandats destinés à leur assurer la direction de la Fédération. Pendant que Midol et ses camarades accumulent ces « succès » la Fédération confédérée des cheminots peut se targuer de résultats bien plus impressionnants. Elle vient de tenir, le 26 octobre, un comité national et le Peuple souligne que ce dernier a enregistré avec satisfaction les progrès constants des effectifs fédéraux...

Voici les chiffres que donne la Fédération confédérée :

- 1. Le nombre des adhésions, entre le 1er janvier et le 20 octobre s'est élevé à 15.541.
2. Le nombre des cartes délivrées dans le même laps de temps a été de 89.515 (à ce total il convient d'ajouter les 4.500 syndiqués du tronçon du réseau Nord situés en Belgique).
3. En 1927, le total des timbres de cotisations était élevé à 578.639. Il passa successivement à 717.171 en 1928 et à 776.073 en 1929. Au 20 octobre 1930, il était déjà de 743.551, et deux grands mois restent à courir...

Il apparaît après ces chiffres que maintenant les effectifs réformatistes chez les cheminots dépassent nettement les effectifs unitaires. La Fédération unitaire pratique la marche... à reculons; mais elle a toujours été dans la « ligne ». Pitié consolation. Mais c'est la seule justification que peut tenter Midol pour défendre sa politique, ou plutôt celle que lui ont imposé les Monmousseau et les maîtres de ceux-ci, les dirigeants de l'I.S.R.

Promesses non tenues

Prévoyant de nouvelles batailles grévistes qu'il faudrait soutenir, confiants, nous nous adressions au C. I. P. pour qu'il tienne ses engagements. Nous demandâmes une entrevue pour discuter des modalités de remboursement de 650.000 francs que nous avions été versés, nous nous engageâmes à faire de notre côté le maximum. Pour toute réponse, une lettre évasive qui voulait dire : « dé-

DANS L'OPPOSITION UNITAIRE Dans la 20^e U. R. Après l'A. G. des cimentiers

Thomas prétend que nous avons écrit que le syndicat des cheminots désapprouve les mois d'ordre de sa Fédération. Thomas doit être sujet aux visions de ciémas, à moins qu'il ne... mente sciemment.

Lorsque nous disons qu'en 1920 il y avait 7.000 syndiqués en Ardèche, Thomas prétend que c'est faux; il ose écrire que ce chiffre « valait pour toute l'Union interdépartementale Drôme-Ardèche » et que « depuis il y a eu les grèves de 1920, la scission, la séparation de la Drôme et de l'Ardèche ». Nous prenons ici Thomas en flagrant délit de mensonge. En effet, 1°) il n'y avait pas en 1920 d'Union Drôme-Ardèche; les 2 départements n'étaient séparés le 1er janvier 1920 en vertu d'une décision de congrès tenu au Teil le 2 novembre 1919.

2°) Le chiffre de 7.000 syndiqués est celui des effectifs syndicaux à la date du 8 août 1920, après les grandes grèves à l'issue desquelles le prolétariat ardéchois fut durement frappé (cheminots révoqués, 37 métallurgistes et ouvriers du bâtiment incrimés au Poutzin seulement dont 3 arrêtés et la scission).

3°) De la création à ces dernières années les confédérés ont été à peu près inexistantes dans l'Ardèche.

Thomas voudrait enfin faire croire que je me réjouis en quelque sorte de voir les 27 cheminots des cellules dissoutes hors du parti. Hélas! pour la confusion de Thomas qui n'en est pas à un mensonge près — j'ai écrit dans mon dernier article textuellement ce qui suit : « Nous espérons que ces camarades et notamment les 27 cheminots de la cellule dissoute, comprendront et lutteront, à l'intérieur du P. C., contre la fausse politique... ».

Thomas feint de penser que les militants de l'Opposition unitaire sont des anti-communistes. Il affirme que nous nous dressons contre le P. C. Il nous assimile, en vain d'ailleurs, aux Moch et Cie. Demain il écrira, ce qu'on a déjà écrit, que nous sommes des agents de la bourgeoisie; il répètera que nous attendons des « aveurs » de ceux derniers.

Qu'importe! Les insultes et les calomnies ne nous atteignent pas! Notre conscience de communiste se nous reproche rien. Nous savons que le communisme n'a que faire des Béni-Oui-Oui du genre de Thomas et de Hubert. Nous savons que le meilleur moyen de relever le mouvement révolutionnaire en France c'est de ne pas dire « amen » aux folies des Citron, des Bourneton, des Monmousseau et autres détenteurs de la « ligne ». La Révolution n'a jamais été et ne sera jamais l'œuvre de ceux qui, pensant par précaution, se demandent chaque matin s'ils sont toujours dans la ligne.

CLAUDE ROCHALADE.

Chez les cheminots La progression réformatrice

Les dirigeants de la Fédération unitaire des cheminots menent grand bruit autour de leurs « victoires » remportées avant le congrès fédéral. Ces « victoires » consistent dans une ample exultation des mandats destinés à leur assurer la direction de la Fédération. Pendant que Midol et ses camarades accumulent ces « succès » la Fédération confédérée des cheminots peut se targuer de résultats bien plus impressionnants. Elle vient de tenir, le 26 octobre, un comité national et le Peuple souligne que ce dernier a enregistré avec satisfaction les progrès constants des effectifs fédéraux...

Voici les chiffres que donne la Fédération confédérée :

- 1. Le nombre des adhésions, entre le 1er janvier et le 20 octobre s'est élevé à 15.541.
2. Le nombre des cartes délivrées dans le même laps de temps a été de 89.515 (à ce total il convient d'ajouter les 4.500 syndiqués du tronçon du réseau Nord situés en Belgique).
3. En 1927, le total des timbres de cotisations était élevé à 578.639. Il passa successivement à 717.171 en 1928 et à 776.073 en 1929. Au 20 octobre 1930, il était déjà de 743.551, et deux grands mois restent à courir...

Il apparaît après ces chiffres que maintenant les effectifs réformatistes chez les cheminots dépassent nettement les effectifs unitaires. La Fédération unitaire pratique la marche... à reculons; mais elle a toujours été dans la « ligne ». Pitié consolation. Mais c'est la seule justification que peut tenter Midol pour défendre sa politique, ou plutôt celle que lui ont imposé les Monmousseau et les maîtres de ceux-ci, les dirigeants de l'I.S.R.

Promesses non tenues

Prévoyant de nouvelles batailles grévistes qu'il faudrait soutenir, confiants, nous nous adressions au C. I. P. pour qu'il tienne ses engagements. Nous demandâmes une entrevue pour discuter des modalités de remboursement de 650.000 francs que nous avions été versés, nous nous engageâmes à faire de notre côté le maximum. Pour toute réponse, une lettre évasive qui voulait dire : « dé-